

La commune de Grayan-et-l'Hôpital réclame plusieurs millions d'euros au village de vacances naturiste Euronat, accusant l'organisation d'avoir construit certains logements de façon illégale et de ne pas avoir versé un loyer suffisant.

Le Figaro Bordeaux

La semaine du Figaro Bordeaux Newsletter

Tous les vendredis

Politique, faits divers, culture... Retrouvez les temps forts de la semaine à Bordeaux.

La colère gronde dans [l'estuaire de la Gironde](#), sur la commune de Grayan-et-l'Hôpital (Gironde). Dans ce village d'environ 1500 âmes à l'année, un centre naturiste est en plein conflit avec la nouvelle équipe municipale élue en 2020, qui lui reproche de ne pas avoir déclaré le bon nombre de logements bâtis et déplore un manque à gagner de plusieurs millions d'euros. Un différend qui prend une tournure à la fois juridique et politique, avec le dépôt d'une plainte pour concussion, la demande au juge de résilier le bail et la tenue imminente de nouvelles élections anticipées, en janvier 2024.

Une des principales pierres d'achoppement tient au nombre exact de bungalows, qui détermine la redevance versée par le village Euronat à la mairie de Grayan. En décembre 2022, [la chambre régionale des comptes](#) a rendu un rapport recommandant de recalculer cette redevance, «*sur la base du nombre de bungalows et autres constructions nécessitant une autorisation d'urbanisme présents*», afin de «*réclamer au preneur les sommes manquantes*». La municipalité a donc diligenté un groupe d'experts, afin de dénombrer les nombres d'unités d'hébergement sur le centre. Celui-ci en est arrivé à un total de 1754 logements, au lieu des 1200 autorisés. «*Ils ont réussi à construire deux fois plus que ce qui est autorisé et à verser deux fois moins que ce qu'ils nous devaient*», résume Florence Legrand, maire de la commune, accusant Euronat d'avoir bâti une partie de son centre de vacances de façon illégale. Pour cette élue, «*Euronat était dans une sous-déclaration du nombre de bungalows, pour minorer le loyer qu'ils versaient*».

De son côté, le village naturiste «*réfute toute tentative de spoliation*» et affirme que «*les modes de calcul de la mairie sont erronés*», car les critères pris en compte ne seraient pas ceux du dernier avenant au contrat entre le centre et la commune. La mairie rétorque que le bail stipule la construction de «*1200 bungalows ou logements*» et que le dépassement de ce chiffre «*devra requérir obligatoirement l'autorisation du bailleur*». Pour les 554 logements supplémentaires, Florence Legrand estime le manque à gagner pour la commune à environ neuf millions d'euros. «*Elle raye d'un trait de plume les avenants intervenus depuis 1975, ce qui est tout à fait inacceptable de notre point de vue*», réplique Jean-Michel Lorefice, directeur d'Euronat.

«[Une conspiration électorale](#)»

Lors du conseil municipal du 20 juillet, les élus grayanais ont demandé à Euronat d'apporter des explications sur cette affaire. La réponse du centre ayant été jugée insatisfaisante, le conseil municipal a demandé en décembre au tribunal judiciaire de se charger de la résiliation du contrat. «*On a décidé que c'était à la justice de prendre le relais d'une équipe d'élus qui a été jusque-là extrêmement courageuse*», explique Florence Legrand, accusant Euronat d'avoir

bénéficié de faveurs de la part des précédentes majorités. Depuis la guerre, la mairie avait connu seulement deux maires, le socialiste Guy Lartigue de 1947 à 2001 puis son ex-adjoint, Serge Laporte, de 2001 à 2020.

Le calendrier électoral récent soulève d'ailleurs de nouvelles interrogations. *«Au moment où nous avons reçu la réponse d'Euronat, des démissions en cascade ont eu lieu, qui nous obligent à renouveler le conseil municipal le 21 janvier»*, détaille Florence Legrand, en ajoutant que la municipalité fait face à *«un tsunami d'inscriptions électorales, en provenance principalement d'Euronat»*, avec plus de 300 demandes d'inscription en moins d'un mois, dans une commune qui ne comporte donc à l'année qu'environ 1500 habitants. Il est en effet possible pour les naturistes du camp Euronat, même s'ils ne vivent pas à l'année sur place, de s'inscrire sur les listes électorales, à condition d'y régler une taxe foncière ou une taxe d'habitation depuis au moins deux ans. Pour cette élue, il s'agirait toutefois d'une *«conspiration électorale»*, qui vise à *«faire basculer l'équilibre électoral du village»*. Des accusations que réfute le camp de naturistes. *«Euronat n'a pas vocation à faire de la politique mais à gérer un village de vacances»*, martèle Jean-Michel Lorefice.

«Une ville s'est construite dans le village»

Selon lui, les membres du village naturiste seraient environ 1000, bien qu'un collectif constitué d'environ 2600 *«résidents»* se soit constitué pour défendre le camp de vacances. Dans un communiqué, Euronat rappelle en outre que le village génère 40 emplois permanents, 150 emplois saisonniers et 200 emplois sur les 28 commerces indépendants du site, et participerait ainsi à *«proposer une offre touristique de qualité qui ne peut que rayonner sur la commune»*. Jean-Michel Lorefice précise en outre que la population estivale à Euronat est d'environ 9000 personnes. La maire de Grayan estime pourtant que la commune serait *«la seule station balnéaire au monde qui n'a pas profité du développement du tourisme»*, et qu'alors que la ville voisine de [Vendays-Montalivet](#) *«a pu prospérer grâce au centre naturiste»*, ce serait *«l'inverse»* pour Grayan-et-l'Hôpital, avec cinq commerces et un restaurant qui ont fermé, pendant qu'*«une ville s'est construite dans le village»*.

Les deux parties dans cette affaire ont chacune saisi la justice. En novembre 2022, un mois avant que la chambre régionale des comptes ne remette son rapport, Euronat a contesté devant le juge les sommes demandées par la commune au titre du loyer recalculé, et la municipalité a quant à elle porté plainte pour concussion en avril, avant de décider, lors du conseil municipal du 1^{er} décembre, de saisir le tribunal judiciaire afin de demander la résiliation du bail conclu en 1975 entre la commune et Euronat. Sans attendre que la justice ait tranché sur cette affaire, les Grayanais seront donc appelés aux urnes en janvier. Quelle que soit l'issue de l'élection, la situation entre le village et les naturistes ne semble pas sur le point de s'apaiser.

Die Gemeinde Grayan-et-l'Hôpital fordert mehrere Millionen Euro vom FKK-Feriendorf Euronat. Sie wirft der Organisation vor, einige Unterkünfte illegal gebaut und keine ausreichende Miete gezahlt zu haben.

Der Figaro Bordeaux

Die Woche des Figaro BordeauxNewsletter.

Jeden Freitag

Politik, Vermischtes, Kultur... Hier finden Sie die Höhepunkte der Woche in Bordeaux.

In der Mündung der Gironde, in der Gemeinde Grayan-et-l'Hôpital (Gironde), wächst der Zorn. In diesem Dorf mit rund 1500 ganzjährigen Einwohnern befindet sich ein FKK-Zentrum im Streit mit der 2020 gewählten neuen Gemeinderatsmannschaft, die ihm vorwirft, nicht die richtige Anzahl an bebauten Wohnungen angegeben zu haben, und einen Einnahmeausfall von mehreren Millionen Euro beklagt. Dieser Streit nahm sowohl rechtliche als auch politische Züge an, als eine Klage wegen Bestechung eingereicht wurde, der Richter gebeten wurde, den Mietvertrag zu kündigen, und die vorgezogenen Neuwahlen im Januar 2024 unmittelbar bevorstanden.

Einer der größten Stolpersteine ist die genaue Anzahl der Bungalows, die die Gebühr bestimmt, die das Euronat-Dorf an die Stadtverwaltung von Grayan zahlt. Im Dezember 2022 legte die regionale Rechnungskammer einen Bericht vor, in dem sie empfahl, diese Gebühr "auf der Grundlage der Anzahl der vorhandenen Bungalows und anderer Bauten, die eine Städtebaugenehmigung erfordern" neu zu berechnen, um "die fehlenden Beträge vom Pächter einzufordern". Die Stadtverwaltung beauftragte daraufhin eine Expertengruppe damit, die Anzahl der Wohneinheiten auf dem Gelände zu ermitteln. Diese kam zu dem Ergebnis, dass es insgesamt 1754 Wohneinheiten gab, statt der genehmigten 1200. "Sie haben es geschafft, doppelt so viel zu bauen wie erlaubt und halb so viel zu zahlen, wie sie uns schulden", fasste Florence Legrand, Bürgermeisterin der Gemeinde, zusammen und beschuldigte Euronat, einen Teil seines Ferienzentrums illegal gebaut zu haben. Euronat habe die Anzahl der Bungalows zu niedrig angegeben, um die von ihnen gezahlte Miete zu mindern", so Legrand.

Das FKK-Dorf seinerseits "weist jeden Versuch der Enteignung zurück" und behauptet, dass "die Berechnungsmethoden des Rathauses falsch sind", da die berücksichtigten Kriterien nicht die des letzten Vertragszusatzes zwischen dem Zentrum und der Gemeinde seien. Die Stadtverwaltung entgegnet, dass der Vertrag den Bau von "1200 Bungalows oder Wohnungen" vorsieht und dass eine Überschreitung dieser Zahl "zwingend die Genehmigung des Vermieters erfordern würde". Für die 554 zusätzlichen Wohnungen schätzt Florence Legrand den Einnahmeverlust für die Gemeinde auf rund neun Millionen Euro. "Sie streicht die seit 1975 erfolgten Nachträge mit einem Federstrich durch, was aus unserer Sicht völlig inakzeptabel ist", entgegnet Jean-Michel Lorefice, Direktor von Euronat.

"Eine Wahlverschwörung"

Auf der Gemeinderatssitzung vom 20. Juli forderten die Abgeordneten aus Grayan Euronat auf, die Angelegenheit zu erläutern. Da die Antwort des Zentrums als unbefriedigend angesehen wurde, ersuchte der Gemeinderat im Dezember das Gericht, sich um die Auflösung des Vertrags zu kümmern. "Wir haben beschlossen, dass es Sache der Justiz ist, die Aufgaben eines Teams von gewählten Vertretern zu übernehmen, das bis dahin äußerst

mutig war", erklärte Florence Legrand und warf Euronat vor, von den früheren Mehrheiten begünstigt worden zu sein. Seit dem Krieg hatte das Rathaus nur zwei Bürgermeister gehabt, den Sozialisten Guy Lartigue von 1947 bis 2001 und anschließend seinen ehemaligen Stellvertreter Serge Laporte von 2001 bis 2020.

Der jüngste Wahlkalender wirft im Übrigen neue Fragen auf. "Als wir die Antwort von Euronat erhielten, gab es eine Kaskade von Rücktritten, die uns zwingen, den Gemeinderat am 21. Januar neu zu wählen", erläutert Florence Legrand und fügt hinzu, dass die Gemeinde mit einem "Tsunami von Wählerregistrierungen, hauptsächlich aus Euronat" konfrontiert ist, mit mehr als 300 Anträgen in weniger als einem Monat, in einer Gemeinde, die also ganzjährig nur etwa 1500 Einwohner hat. Es ist in der Tat möglich, dass sich Naturisten im Camp Euronat, auch wenn sie nicht das ganze Jahr über dort leben, in die Wählerlisten eintragen lassen können, sofern sie dort seit mindestens zwei Jahren eine Grund- oder Wohnsteuer zahlen. Nach Ansicht dieser Abgeordneten handelt es sich jedoch um eine "Wahlverschörung", die darauf abzielt, "das Wahlgleichgewicht im Dorf zu kippen". Vorwürfe, die das FKK-Lager zurückweist. "Euronat ist nicht dazu berufen, Politik zu machen, sondern ein Feriendorf zu verwalten", hämmert Jean-Michel Lorefice.

"Im Dorf wurde eine Stadt errichtet".

Ihm zufolge sollen die Mitglieder des FKK-Dorfes etwa 1000 sein, obwohl sich ein Kollektiv aus etwa 2600 "Anwohnern" gebildet hat, um das Ferienlager zu verteidigen. In einer Pressemitteilung erinnert Euronat außerdem daran, dass das Dorf 40 Dauerarbeitsplätze, 150 Saisonarbeitsplätze und 200 Arbeitsplätze in den 28 unabhängigen Geschäften auf dem Gelände schafft und somit dazu beitragen würde, "ein qualitativ hochwertiges touristisches Angebot anzubieten, das zwangsläufig auf die Gemeinde ausstrahlen muss". Jean-Michel Lorefice weist außerdem darauf hin, dass die Sommerbevölkerung in Euronat etwa 9000 Personen beträgt. Die Bürgermeisterin von Grayan ist jedoch der Ansicht, dass die Gemeinde "der einzige Badeort der Welt sei, der nicht von der Entwicklung des Tourismus profitiert hat", und während die Nachbarstadt Vendays-Montalivet "dank des FKK-Zentrums florieren konnte", sei es in Grayan-et-l'Hôpital "umgekehrt", mit fünf Geschäften und einem Restaurant, die geschlossen wurden, während "eine Stadt im Dorf errichtet wurde".

Beide Parteien in diesem Fall haben jeweils die Gerichte angerufen. Im November 2022, einen Monat bevor die regionale Rechnungskammer ihren Bericht vorlegte, focht Euronat die von der Gemeinde für die neu berechnete Miete verlangten Beträge vor Gericht an, und die Gemeinde erstattete im April Anzeige wegen Bestechung, bevor sie auf der Gemeinderatssitzung am 1. Dezember beschloss, das Gericht anzurufen, um die Auflösung des 1975 zwischen der Gemeinde und Euronat geschlossenen Pachtvertrags zu beantragen. Ohne die Entscheidung des Gerichts in dieser Angelegenheit abzuwarten, werden die Einwohner von Grayan also im Januar an die Wahlen gerufen. Wie auch immer die Wahl ausgehen wird, die Situation zwischen dem Dorf und den Naturisten scheint sich nicht zu beruhigen.

Übersetzt mit DeepL.com (kostenlose Version)

Übersetzt mit DeepL.com (kostenlose Version)